



VITAL



Année de lancement	Lieu	Nom de la Mission
1948	Moyen-Orient	ONUST – Organisme de l'ONU chargé de la surveillance de la trêve
1949	Inde/Pakistan	UNMOGIP –Groupe d'observateurs militaires de l'ONU dans l'Inde et le Pakistan
1964	Chypre	UNFICYP – Force de l'ONU chargée du maintien de la paix à Chypre
1974	Syrie	FNUOD – Force de l'ONU chargée d'observer le dégagement
1978	Liban	FINUL – Force intérimaire de l'ONU au Liban
1991	Sahara occidental	MINURSO–Mission de l'ONU pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental
1993	Géorgie	MONUG – Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie
1999	Kosovo	MINUK – Mission intérimaire des Nations Unies au Kosovo
1999	Rép. démocratique du Congo	MONUC –Mission de l'Organisation des Nations Unies au Congo
2000	Ethiopie/Erythrée	MINUEE – Mission des Nations Unies en Ethiopie et en Erythrée
2002	Afghanistan	MANUA – Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan
2003	Libéria	MINUL – Mission des Nations Unies au Liberia
2004	Côte d'Ivoire	ONUCI – Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire
2004	Haïti	MINUSTAH – Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti
2005	Soudan	MINUS – Mission des Nations Unies au Soudan
2006	Sierra Leone	BINUSIL – Bureau intégré des Nations Unies en Sierra Leone
2006	Timor-Leste	MINUT – Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste
2007	Burundi	BINUB – Bureau intégré des Nations Unies au Burundi
2007	Darfour (Soudan)	MINUAD - Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour
2007	Rép. centrafricaine/Tchad	MINURCAT - Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad

Notes

- i. James Dobbins et al., « The Beginner's Guide to Nation-Building », RAND Corporation, 2007.
- ii. William J. Durch et al., « The Brahimi Report and the Future of UN Peace Operations », The Henry L. Stimson Center, 2003.
- iii. Paul Collier and Anke Hoeffler, « The Challenge of Reducing the Global Incidence of Civil War », Centre for the Study of African Economies, Department of Economics, Oxford University, 26 mars 2004.
- iv. « Peacekeeping : Cost Comparison of Actual UN and Hypothetical U.S. Operations in Haiti », United States Government Accountability Office, Rapport au Sous-Comité du contrôle et des investigations, Comité des relations internationales, Chambre des Représentants, GAO-06-331, février 2006, p.7.
- v. The Challenges Project, « Meeting the Challenges of Peace Operations: Cooperation and Coordination », Phase II Concluding Report 2003-2006, Elanders Gotab, Stockholm, 2005.
- vi. Voir « Annual Review of Global Peace Operations 2007 », Center on International Cooperation, New York, 2007, pp. 2-12

Un élément central des interventions internationales en cas de conflit

- ♦ Les opérations de maintien de la paix de l'ONU garantissent la sécurité de millions de gens et leur offrent un appui essentiel, ainsi qu'aux fragiles institutions qui émergent des conflits. Les soldats de la paix sont déployés dans des régions ravagées par la guerre où personne d'autre ne veut ou ne peut se rendre pour empêcher un regain ou une escalade des hostilités.
- ♦ Les missions autorisées par le Conseil de sécurité ont un caractère international, ce qui donne une légitimité sans équivalent à toute opération onusienne de maintien de la paix.
- ♦ Ces opérations de maintien de la paix représentent un véhicule impartial et largement accepté tant pour le partage des responsabilités que pour l'efficacité de l'action.
- ♦ Le maintien de la paix par les Nations Unies est essentiel pour la stabilité et la sécurité dans les situations d'après conflit, car il permet aux initiatives de paix de se poursuivre. Cependant, dans certaines situations de crise, d'autres outils peuvent aussi s'avérer nécessaires.
- ♦ Le maintien de la paix vient en appui d'un processus de paix mais ne peut s'y substituer.

SOLIDE

Une entreprise de taille

- ♦ L'ONU est l'organisation multilatérale qui contribue le plus largement à la stabilisation d'après conflit dans le monde entier.
- ♦ Seuls les Etats-Unis déploient plus de militaires sur le terrain que les Nations Unies.
- ♦ Presque 110 000 agents servent dans les vingt opérations de maintien de la paix dirigées par le Département des opérations de maintien de la paix (DOMP). Celles-ci sont réparties sur quatre continents et douze fuseaux-horaires et elles ont un impact des plus directs sur la vie de centaines de millions de personnes. Cela représente une multiplication par sept des Casques bleus depuis 1999.
- ♦ En outre, le nouveau Département de l'appui aux missions (DAM) assiste 12 autres missions politiques et/ou de maintien de la paix sur le terrain – sous l'égide du Département des Affaires politiques – ainsi qu'un certain nombre de bureaux de maintien de la paix qui dépendent du siège de l'ONU pour les questions logistiques ou administratives.
- ♦ L'ONU n'a pas de forces militaires propres. Elle compte sur les contributions des Etats Membres. Au 31 mars 2008, 118 pays avaient fourni des contingents militaires et de police pour les opérations de maintien de la paix des Nations Unies.
- ♦ Plus de 77 000 membres de ces contingents étaient des soldats ou des observateurs militaires et 11 000 environ faisaient partie des forces de police. De plus, il y avait près de 5 000 fonctionnaires internationaux, plus de 12 000 civils recrutés localement et quelque 2 000 volontaires des Nations Unies provenant de plus de 160 nations différentes.
- ♦ Les femmes occupent de plus en plus souvent d'importants postes de direction dans les opérations de maintien de la paix : de février 2007 à janvier 2008, on a vu le nombre de femmes servant dans des opérations de maintien de la paix augmenter de 40 pour cent. À l'heure actuelle, une femme dirige une opération de maintien de la paix en tant que Représentante spéciale du Secrétaire général et trois autres femmes sont Représentantes spéciales adjointes. Le Secrétaire général adjoint à l'appui aux missions est aussi une femme. En outre, le tout premier contingent exclusivement féminin à servir dans une opération de maintien de la paix, une unité de police constituée de l'Inde, a été déployé en 2007 dans le cadre de l'opération de l'ONU au Libéria.

EFFICACE

Un taux de réussite élevé

- ♦ Depuis 1945, les soldats de la paix de l'ONU ont effectué 63 missions sur le terrain, ce qui a donné la possibilité aux habitants de plus de 45 pays de participer à des élections libres et équitables et a permis de désarmer plus de 400 000 combattants rien qu'au cours des dix dernières années.
- ♦ En tant que fournisseur de troupes, l'ONU a un très bon rapport coût/efficacité. Ses spécialistes, en particulier pour les missions intégrées, possèdent le large éventail de capacités civiles et militaires nécessaire pour stabiliser une zone et permettre de passer à une situation d'après conflit !. En 2007, l'Assemblée générale des Nations Unies a autorisé un programme global de restructuration interne, avec la réorganisation du Département des opérations de maintien de la paix et la création d'un nouveau Département de l'appui aux missions. Cette restructuration comprenait une augmentation sensible des ressources et l'addition de nouvelles unités et structures intégrées afin que l'ONU puisse s'adapter à la complexité croissante des missions qui lui sont confiées, maintenir un commandement unifié et éviter la dispersion des activités.
- ♦ Au sein de cette nouvelle structure, le DOMP est chargé plus particulièrement de la direction stratégique, de la gestion et de l'orientation des opérations de maintien de la paix, alors que le DAM offrira une expertise et un appui opérationnel pour tout ce qui concerne le personnel, les finances et le budget, les communications, les technologies de l'information et la logistique. Le DOMP dispose en outre d'un nouveau Bureau de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité et d'un Bureau élargi des affaires militaires.

MOINS CHER

Les opérations de maintien de la paix de l'ONU sont relativement peu coûteuses

- ◆ Les opérations de paix de l'ONU sont bien moins chères que d'autres formes d'interventions internationales et les coûts sont répartis de façon plus équitable entre les Etats Membres.
- ◆ Tel qu'il a été approuvé, le budget des opérations de maintien de la paix de l'ONU pour l'exercice allant du 1er juillet 2007 au 30 juin 2008 s'élève à quelque sept milliards de dollars, soit environ 0,5% des dépenses militaires mondiales (estimées à 1 232 milliards de dollars en 2006).
- ◆ Si l'on compare ce que coûte un Casque bleu et ce que coûtent les soldats déployés par les Etats-Unis, d'autres pays développés, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) ou des organisations régionales, l'ONU offre de loin l'option la moins chèreⁱⁱ.
- ◆ Il ressort d'une étude réalisée par des économistes de l'Université d'Oxford qu'une intervention militaire internationale au titre du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies constitue le moyen le plus économique de réduire le risque d'une reprise des hostilités dans les sociétés émergentes d'un conflitⁱⁱⁱ.
- ◆ Selon une étude du Government Accountability Office des Etats-Unis, les Etats-Unis devraient déboursier quasi deux fois plus que l'ONU pour organiser une opération de maintien de la paix semblable à la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti ou MINUSTAH (876 millions de dollars alors que l'ONU a budgétisé 428 millions de dollars pour les 14 premiers mois de la mission)^{iv}.

UTILE

Les opérations de maintien de la paix de l'ONU sont relativement peu coûteuses

- ◆ Le climat de sécurité dans lequel les opérations de maintien de la paix ont dû évoluer récemment se trouve être l'un des plus difficiles et des plus ingérables jamais rencontrés par des forces internationales. Les missions de maintien de la paix se déploient là où d'autres ne peuvent ni ne veulent se rendre et elles jouent un rôle vital en préparant la voie à la stabilisation, et éventuellement à la paix et au développement à long terme.

SOUPLE

Le maintien de la paix par l'ONU fait bouger les choses là où c'est le plus important

- ◆ L'ONU fait preuve d'une souplesse croissante sur le terrain, tant par les structures que par le type d'opération qu'elle déploie, ce qui lui permet de faire face à des défis particuliers ainsi qu'à un risque de ponction sévère de ses ressources
- ◆ Dans le domaine du maintien de la paix, l'ONU travaille de plus en plus souvent en partenariat avec d'autres organisations régionales ou internationales telles que l'Union africaine (UA) ou l'Union européenne (UE) afin d'obtenir les meilleurs résultats possibles. Qu'il s'agisse d'opérations de police dans les bidonvilles de Port-au-Prince (Haïti) ou de la mission conjointe UA-ONU au Darfour, le maintien de la paix continue d'évoluer à l'ONU et de s'adapter aux défis mondiaux d'aujourd'hui dans le domaine de la paix et de la sécurité.
- ◆ Que ce soit pour protéger les civils dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC) ou d'appuyer le processus électoral au Timor-Leste ou au Libéria, le maintien de la paix fait appel aux outils dont dispose le système des Nations Unies pour maintenir et consolider une paix durable.

DYNAMIQUE

Le maintien de la paix continue d'évoluer à l'ONU

- ◆ Outre le maintien de la paix et de la sécurité, les Casques bleus sont de plus en plus souvent requis de prêter la main à la mise en place de processus politiques, à la réforme des systèmes judiciaires, à la formation des fonctionnaires chargés de l'application des lois et des agents de police, au désarmement et à la réinsertion des anciens combattants ainsi qu'au retour des déplacés de l'intérieur ou des réfugiés.
- ◆ L'assistance électorale occupe une place de plus en plus importante dans les opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Au cours des dernières années, les missions de paix des Nations Unies ont appuyé l'organisation d'élections dans huit pays émergents d'un conflit : le Népal, l'Afghanistan, le Burundi, Haïti, l'Iraq, le Libéria, la RDC et le Timor-Leste – soit une population totale de plus de 120 millions d'habitants – donnant ainsi à plus de 57 millions d'électeurs inscrits la possibilité d'exercer leurs droits démocratiques.
- ◆ Le Département des opérations de maintien de la paix a pour première priorité d'exiger de son personnel qu'il se conforme aux règles de conduite les plus élevées. Ainsi, pour mettre fin à l'exploitation et aux sévices sexuels par des membres de son personnel, le DOMP a adopté une stratégie globale à trois volets (prévention, répression et recours). Il a également mis en place des unités Déontologie et discipline au siège de l'ONU et sur le terrain. Enfin, il collabore avec les pays fournisseurs de contingents pour assurer le suivi intégral et l'application effective des recommandations formulées dans le rapport remis en mars 2005 par le Prince Zeid Ra'ad Zein Al-Husseini, Conseiller spécial du Secrétaire général en matière d'exploitation et d'abus sexuels.

ÉTENDU

- ◆ Rien qu'en 2007, le DOMP a géré ou utilisé
 - 20 hôpitaux militaires et plus de 230 centres sanitaires
 - plus de 18 000 véhicules et 210 appareils aériens
 - 450 stations satellite terrestres, 40 000 ordinateurs de bureau et 2800 serveurs, avec quelque 3,5 millions de courriels et 2,5 millions de communications téléphoniques par mois (soit environ une par seconde) et une moyenne de 200 vidéoconférences par mois.
- ◆ Dans le cadre du maintien de la paix de l'ONU, le Service de la lutte antimines organise des opérations de déminage pour permettre aux Casques bleus de se déployer et de remplir leur mandat à Chypres, en RDC, en Erythrée/Éthiopie, au Liban, au Soudan et au Sahara occidental.
 - Des équipes de lutte antimines ont déjà déminé 50 pour cent des voies principales dans le sud-Soudan afin de permettre aux soldats de la paix et aux convois humanitaires de se déplacer dans la région.
 - Le centre de lutte antimines pour l'Afghanistan a nettoyé près d'un milliard de mètres carrés de terrain, neutralisant les mines terrestres et les explosifs laissés là par la guerre.
 - Le Centre de coordination de la lutte antimines du sud-Liban, attaché à l'UNIFIL, a déjà déminé 32,6 millions de mètres carrés sur les 38,7 millions de mètres carrés de terrain contaminés par des bombes à fragmentation pendant le conflit qui s'est déroulé dans la région en 2006.

